

Motion pour le CA du jeudi 8 février 2024

## **Les enseignants et parents du collège Gambetta dénoncent et refusent la mise en œuvre des groupes de niveau pour la rentrée 2024**

M. Attal, ancien ministre de l'éducation, et Mme Oudéa-Castéra, sa successeuse, cherchent, malgré l'opposition des organisations syndicales, à imposer pour la rentrée 2024 le tri des élèves de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> en fonction de leur « niveau » en mathématiques et en français. Exit donc les classes dans ces matières, et place à un regroupement à partir des résultats aux évaluations nationales. **Il y aura les « forts », les « moyens », les « faibles ».**

Cette réforme fait suite à un rapport Pisa<sup>1</sup> qui établit une baisse du niveau en français et en mathématiques des élèves. Le gouvernement choisit une solution que rejette la recherche, et qui menace d'aggraver les inégalités scolaires et sociales déjà pointées du doigt par ce même rapport. La France est ainsi l'un des 6 pays de l'OCDE où l'origine sociale pèse le plus sur les résultats des élèves.

**La solution des groupes de niveau est stigmatisante pour les élèves à besoin.** Elle sera un choc psychologique pour eux/elles et cassera toute l'émulation possible dans les classes hétérogènes. **Elle menace également de concentrer dans les groupes « faibles » les élèves en situation de handicap et les élèves non-francophones,** rendant impossible toute inclusion véritable et facilitant des économies sur leur accompagnement individualisé.

**Le niveau général ne peut qu'en souffrir :** le maigre bénéfice que pourraient tirer les élèves en réussite de cette séparation ne saurait compenser l'abaissement des exigences et du niveau pour les élèves les plus en difficulté. On ne croise pas que la division euclidienne ou l'accord du participe passé dans un cours : l'apprentissage de l'entraide, de la coopération et du respect de l'autre sont également centraux. Ces valeurs de vivre-ensemble sont aujourd'hui mises en péril par l'organisation qu'on veut nous imposer.

**Ce « tous perdants » est encore accentué par les moyens alloués pour mettre en place la réforme.** 15 élèves pour les groupes « en difficulté » ; jusqu'à 30 pour les groupes « en réussite » : ces effectifs sont en réalité trop nombreux pour permettre des apprentissages dans des conditions satisfaisantes. Les solutions existent pourtant : groupes hétérogènes réduits, petits groupes ponctuels pour approfondir une notion, présence d'un enseignant supplémentaire dans une classe...mais cela nécessite une ambition et des moyens pour l'école publique sans commune mesure avec ce qui est envisagé aujourd'hui.

**Dans notre établissement, les conséquences de cette réforme à marche forcée et menée à moyens constants seraient catastrophiques pour nos élèves et les conditions de travail de l'équipe enseignante.** Parce que le ministère se refuse à une augmentation conséquente des moyens, c'est en détruisant ce qui existe actuellement qu'on construit les groupes de niveau.

Les moyens proposés entraîneraient la **disparition quasi-généralisée de l'AP** (accompagnement personnalisé) en demi-groupes, son maintien ne pouvant s'envisager qu'en supprimant des options ou par un recours encore accru aux heures supplémentaires. Pour la majorité des élèves, il n'y aura ainsi plus d'heures en effectifs

---

1 Programme International pour le suivi des acquis des élèves

réduits dans de nombreuses matières. Les ouvertures de postes insuffisantes feraient reposer sur une équipe déjà particulièrement mobilisée une charge de travail impossible à répartir, rendant plus difficile encore l'accompagnement individualisé des élèves et la mise en œuvre de projets.

Nous sommes mis en face de choix impossibles et inacceptables et ce sont nos élèves qui vont en dernier recours pâtir de cette situation.

**Nous croyons en l'école publique pour toutes et tous. Nous ne nous résignons pas à ce collègue du tri social et scolaire.**

Ces mesures et ces moyens sont indignes de ce que nous voulons pour nos élèves, à Gambetta comme dans l'ensemble des établissements du pays. **Nous refusons la réforme « choc des savoirs » et appelons les parents d'élève à rejoindre l'équipe éducative dans ce refus afin de gagner de véritables solutions pour l'ensemble de nos élèves.**